

Le parlement de l'opposition élimine l'arme de défense du gouvernement au Pérou



Lima, 12 février (RHC) Le Parlement sous contrôle de l'opposition a resserré aujourd'hui le siège légal autour du président Pedro Castillo, visant à éliminer l'option constitutionnelle du gouvernement de dissoudre le législatif face à l'obstructionnisme de celui-ci.

La Commission constitutionnelle du Congrès de la République a adopté un projet de loi qui supprime la règle selon laquelle le Parlement doit accorder ou refuser son vote de confiance à chaque cabinet

ministériel.

Et à ce titre, il décide que si la garantie est refusée deux fois, le président peut dissoudre le législatif.

Le projet a été adopté avec hâte et il élimine le vote de confiance et son auteur, de l'extrême droite Patricia Juárez, a affirmé que le législateur pourra néanmoins exercer son droit de censurer (destituer) le cabinet ou chaque ministre et de les interpeller.

Le changement est prêt pour le débat au parlement au grand complet, où les promoteurs ont la majorité.

C'est pourquoi il semble certain qu'il sera adopté, bien que des juristes et des partis progressistes soutiennent que cela affaiblit l'exécutif et donne plus de pouvoir au législatif.

Ainsi, l'opposition tend à transformer un système historiquement présidentiel en un régime parlementaire, ce qui est contraire à l'essence de la Constitution.

Pendant ce temps, le nouveau ministre de la Santé, Hernán Condori, lors d'une conférence de presse, a refusé de démissionner en raison du rejet dont il fait l'objet en raison de ses difficultés professionnelles, selon l'opposition, mais aussi des secteurs corporatifs et universitaires.

Condori est considéré comme le point faible du cabinet et lors de la conférence de presse il a nié avoir prescrit un produit prétendument bénéfique pour la santé qui n'a pas de certification scientifique et qu'il a promu dans des vidéos diffusées sur Internet.

À la demande de retrait de Condori présentée par les collèges Médical et Chimique-Pharmaceutique et l'Association des Facultés de Médecine, s'est joint le Mouvement Médical Social Hugo Pesce, qui soutient le gouvernement depuis la campagne électorale.

Le mouvement des médecins progressistes a qualifié la désignation de Condori de grave erreur, en raison de son incompétence professionnelle, qui met en péril la campagne de vaccination massive jusqu'à présent couronnée de succès contre le Covid-19.

La Société péruvienne d'obstétrique et de gynécologie a accusé le ministre, un médecin généraliste, d'offrir des services d'obstétrique sans être un spécialiste.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/285936-le-parlement-de-lopposition-elimine-larme-de-defense-du-gouvernement-au-perou>



Radio Habana Cuba